



Tous ensemble nous gagnerons

Les fédérations syndicales CGT, FO, SUD, CFTC, CFE/CGC, ont adressé le 12 juillet un courrier pour solliciter un rendez-vous à Mme BUZYN, Ministre des Solidarités et de la Santé qu'elle a refusé.

C'est inacceptable au moment où le gouvernement entreprend de démanteler la Sécurité Sociale !

La situation intolérable que connaît le personnel de la Sécurité Sociale confronté aux conséquences des COG et les différentes décisions gouvernementales concernant la Sécurité Sociale sont à l'origine de cette initiative.

Les premières réponses aux questionnaires proposés aux collègues par les Fédérations pour faire l'état des lieux dans les organismes illustrent cette situation :

- « On nous rajoute des tâches tous les jours et les salaires sont bloqués. »
- « Nos emplois sont déqualifiés par la création de référentiels locaux non conventionnels. »
- « Une demande de productivité, au détriment de la qualité, base de notre travail. »
- « On est 5 dans le service, et on doit faire le boulot de 10. »
- « On nous amène au point de rupture. On a fait une lettre au directeur il y a 1 mois, on ne nous répond pas ».
- « Des collègues ont subi jusqu'à 5 mobilités fonctionnelles dans les 10 dernières années »
- « Agent d'accueil, au début j'étais très motivée par mon travail. Maintenant, on passe pour des farfelus. L'assuré est en situation d'urgence et on lui dit d'attendre 4 semaines avant d'être payé »
- « On est tellement peu nombreux que lorsqu'un agent est absent un matin, l'accueil ferme. »
- « Des jeunes en service civique, payés 600 euros par mois sont parfois chargés de l'accueil. »
- « 21 500 dossiers en attente d'ouverture de droits (antériorité 15/02/2018) »
- « Retard de plus de 2 mois sur le paiement des Indemnités Journalières (IJ) Maladie soit 3000 dossiers non traités »
- « Plus de 3 mois de retard pour les IJ Accident du Travail soit 2350 dossiers en attente »
- « Les restructurations/concentrations des systèmes d'information n'ont apporté aucune amélioration des conditions de travail »

Devant cet état des lieux catastrophique dans nos organismes, les fédérations décident de ne pas en rester là.

Les différentes annonces faites par le gouvernement pendant la période estivale nous confortent dans l'idée de construire avec le personnel le rapport de force nécessaire pour mettre fin à la casse de notre Sécurité Sociale.

Ce que veut le gouvernement :

- Supprimer notre régime de retraite par répartition pour le remplacer par un régime à points. Cela obligera les salariés à travailler plus longtemps avec pour conséquence la détérioration de leur santé.
- Créer une agence unique de recouvrement qui regrouperait l'URSSAF et la DGFIP. Cela permettra au gouvernement de puiser dans les fonds dédiés à la Sécurité sociale et mettra en cause son indépendance, son existence.
- Sortir des prestations de la Sécurité Sociale les arrêts de courte durée.
- Plafonner la revalorisation des aides au logement en 2019 et 2020.
- Mettre les exonérations de cotisations à la charge de la Sécurité Sociale, le but étant qu'une partie des nouveaux allègements de cotisations ne soient plus compensés par l'Etat.
- Instaurer un versement unique des minima sociaux dont on ne sait pas à qui il incomberait.

Dans nos organismes, le travail se complexifie demandant des qualifications plus importantes et pour autant il n'y a pas de reconnaissance, peu de déroulement de carrière et toujours aucune augmentation de la valeur du point.

Les salariés subissent sans cesse des réorganisations, des mutualisations d'activités. La parcellisation des tâches fait perdre le sens initial du travail. Le lien entre les objectifs fixés et nos missions de service public disparaît.

Les effectifs ont fortement diminué, le travail s'intensifie, la charge supplémentaire est alors absorbée par un personnel sous pression engendrant arrêts de travail, burn-out...

Les salariés sont attachés à leurs missions : permettre à tous les citoyens de pouvoir faire face aux aléas de la vie quels que soient leurs moyens et être un interlocuteur de proximité pour leur permettre de bénéficier de l'ensemble de leurs droits.

Le fait de ne plus avoir les moyens nécessaires et suffisants pour assumer leurs missions, ne doit pas servir de prétexte pour démanteler la Sécurité sociale.

Il est donc urgent que s'ouvrent des négociations pour obtenir :

- Des conditions de travail décentes ce qui implique : l'arrêt des suppressions de postes, des embauches en CDI conventionnels, l'arrêt des restructurations, mutualisations, fusions
- Une revalorisation significative de la valeur du point
- Le maintien de la CCN ce qui signifie le refus d'agrément des accords locaux contenant des dispositions contraires et/ou inférieures à la CCN

Il faut impérativement construire le rapport de force.

Les Fédérations appellent à la poursuite de l'établissement de l'état des lieux dans tous les organismes jusqu'à la fin du mois de septembre.

Elles continuent à intervenir pour être reçues et se rendront le 4 octobre 2018 au Ministère pour y déposer l'état des lieux des organismes.

Ce même jour chaque syndicat pourra adresser une lettre ouverte au Ministère de la Santé et à Bercy avec copie aux députés de leur département, au COMEX et à l'UCANSS pour demander l'ouverture de réelles négociations et en informer la presse locale.

Nous invitons les salariés à se réunir avec les organisations syndicales, dans le cadre d'assemblées générales, de réunions de site, ... pour bâtir et mettre en œuvre des actions pour arracher nos revendications.

L'appel des Confédérations FO, CGT et de Solidaires à la grève interprofessionnelle du 9 octobre 2018 est l'une des étapes dans la construction de ce rapport de force.

Fait à Paris le 11 septembre 2018